

Démissions en série de profs, gendarmes, policiers et autres fonctionnaires

écrit par Christine Tasin | 30 mai 2023





Voici un excellent article d'[Atlantico \(réservé aux abonnés\)](#) qui pose les bonnes questions à partir d'un constat pour le moins inquiétant.

Le constat :

il y a eu moins de recrutés que de postes offerts dans la fonction publique de l'État en 2021. En 2020, 40 500 postes aux concours, 37500 recrutés. En 2021, 36700 agents recrutés pour 39900 postes. En sachant que le tiers des recrutés étaient déjà des contractuels de la fonction publique.

En 10 ans, le nombre d'inscrits pour passer les concours de la fonction publique a baissé de 30 %.

Les bonnes questions :

Démissions en série et chute du nombre de candidats : qui seront les fonctionnaires de demain ? Pourquoi tant de profs

démissionnent-ils ? 4400 en 2022 ! Pourquoi tant de fonctionnaires partent-ils en bénéficiant de la possibilité de « rupture conventionnelle » ? 425 en 2020, 2 130 en 2021... Qu'est-ce que c'est que cette France où la garantie de l'emploi n'est plus suffisante pour faire supporter aux fonctionnaires des conditions de travail dégradées ? J'ai une petite hypothèse : est-ce que l'augmentation des incivilités, de l'impolitesse, des violences et autres menaces à l'égard de nos fonctionnaires ne serait pas en partie responsable de ce qui se passe ? Je pense entre autres au personnel hospitalier, aux profs des territoires perdus de la République, aux forces de l'ordre dans les « quartiers » et autres territoires perdus ou en voie de l'être.

Les tenants d'un rôle central de l'Etat dans la gestion des défis auxquels fait face le pays oublie un « petit » élément : quel niveau auront encore les fonctionnaires de demain...?

Les « bizarreries » (pas si bizarres que ça)

Plus personne ne veut devenir prof. Mais tout le monde se bat pour devenir enseignant en université, chargé de recherche au CNRS etc. Constat d'Atlantico : *la méritocratie se transforme en loterie.*

Les scandales absolus selon moi : le problème, majeur, du recrutement des forces de l'ordre.

Comment expliquer que, entre 2015 et 2017, il y ait eu un pic de candidatures car il y a eu un pic de vocations ? Pic qui a fait un flop les années suivantes. Jusqu'en 2017, on se battait pour « servir la république »... Qu'est donc devenue la République pour que les volontaires s'enfuient ?

Atlantico est gentil d'expliquer la baisse drastique par le fait que ces métiers ne sont pas très bien rémunérés, alors que le « risque de travailler en grande ville et notamment à Paris est élevé, avec un immobilier cher. Certes, c'est vrai mais ça l'était aussi avant... Autre explication avancée, il y aurait une concurrence accrue de la police municipale qui serait plus attractive car faisant à peu près le même travail sans les procédures administratives et judiciaires, avec la possibilité d'éviter la région parisienne. Certes mais cela aussi existait avant.

Plus sûrement, Atlantico évoque Gilets jaunes, manifs contre les retraites... qui auraient conduit les forces de l'ordre à être mises en cause, avec la multiplication des risques et physiques et pénaux. Risques amplifiés par la médiatisation des opposants aux forces de l'ordre qui sont très actifs pour dénoncer celles-ci à la moindre interpellation musclée.

Il manque, me semble-t-il, dans cet alinéa un élément majeur, c'est que tout commence à se dégligner avec Macron qui fait tirer sur les Gilets jaunes, qui éborgne délibérément de pacifiques jeunes filles... entre autres. Et qui insulte copieusement les « Gaulois réfractaires » qu'il veut emmerder et vaxxiner de force, entre force décisions liberticides. Ça ne peut pas faire envie aux forces vives de notre pays, désirant servir ce dernier et qui se retrouvent à aider Macronescu à maintenir et appliquer une abominable dictature.

Luc Rouban, l'un des 2 chroniqueurs de l'article fait un constat terrible et très juste. C'est déjà le cas dans l'enseignement. Les meilleurs fuient...

On doit craindre surtout que tous les métiers en contact direct avec les usagers comme l'enseignement, l'hôpital, la police mais aussi les services sociaux finissent par ne plus recruter que ceux dont personne ne veut ailleurs.

[...]la question se pose surtout dans l'enseignement en mathématiques et en français. En 2022, par exemple, il y avait 817 candidats admissibles au Capes de mathématiques pour 1 035 postes. Cette situation conduit les jurys d'admission à reculer la barre en-dessous de laquelle le candidat est jugé trop faible pour être recruté mais souvent avec mesure car ils sont conscients du déclin de leurs professions. En mathématiques, la « barre d'admission » est passée ainsi de 9,5 sur 20 en 2006 à 8 sur 20 en 2021, ce qui reste un recul acceptable vu ce qu'il se passe ailleurs. Il en résulte que les jurys préfèrent recruter moins que recruter mal. Mais parfois le recrutement est si difficile, comme pour les professeurs des écoles, que les jurys sont appelés à ne pas sanctionner trop durement les fautes d'orthographe.

Question de Béotienne : que s'est-il passé entre 2017 et maintenant pour que l'on n'ait plus dans les services publics que les plus mauvais, ceux dont personne ne veut ?

Reste la dernière question :qui seront les fonctionnaires de demain ?

Tout cela fait la part belle aux vacataires... pour le plus grand plaisir de l'ultra-libéral Macron, évidemment. Et celui des médiocres, ne se cassant pas la tête à préparer des concours difficiles, à obtenir un bon niveau, assurés de pouvoir vivoter de toutes manières.. Baisse du niveau général des agents de la fonction publique, baisse de la qualité des services rendus... C'est la France qu'on assassine, pour le plus grand plaisir de Biden, Der Leyen, Macron et toutes les entreprises du Cac40.

